

LES AGRICULTEURS BIOLOGIQUES ET LE DÉVELOPPEMENT RURAL

~

**Rapport de recherche sur le rôle des agriculteurs biologiques dans la
durabilité des collectivités du Sud-Ouest de l'Ontario**

**Jennifer Sumner, PhD
Professeure adjointe**

**Programme d'éducation des adultes et de développement des collectivités
Institut d'études pédagogiques de l'Ontario/Université de Toronto**

jsumner@oise.utoronto.ca

**L'auteure remercie le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et la
Common Counsel Foundation pour leur appui dans la recherche et la rédaction du
présent rapport.**

LES AGRICULTEURS BIOLOGIQUES ET LE DÉVELOPPEMENT RURAL

~

Table des matières

Sommaire.....	3
Contexte.....	4
Croissance vs développement.....	4
La croissance obligée.....	5
Les perspectives de développement.	5
Les agriculteurs biologiques et le développement rural.	6
Les contributions des bio-agriculteurs au développement rural.	7
Contributions économiques	7
Contributions sociales.....	7
1. Développement social.....	7
2. Développement culturel.....	8
3. Développement politique.....	9
4. Développement humain.....	9
Contributions sur le plan environnemental.....	9
Conclusion	10
Références bibliographiques.	13

LES AGRICULTEURS BIOLOGIQUES ET LE DÉVELOPPEMENT RURAL

~ Sommaire

Le présent rapport présente les conclusions d'une étude récente menée sur les agriculteurs biologiques dans le Sud-Ouest de l'Ontario. À une époque obnubilée par la croissance économique, les politiques gouvernementales favorisent une forme de plus en plus industrialisée d'agriculture qui s'adresse à un marché d'exportation international et contourne les collectivités rurales. L'étude révèle que, contrairement à cette forme d'agriculture destructive sur le plan local, les bio-agriculteurs s'engagent directement auprès de leurs collectivités et favorisent le développement rural grâce à une gamme étendue de contributions d'ordre économique, social et environnemental. Sur le plan économique, ils contribuent à leur milieu en vendant directement à des commerces locaux, à leur entourage, à d'autres exploitants et à un éventail varié de consommateurs par l'entremise des ventes à la ferme, des boutiques fermières, des kiosques à produits agricoles ou de projets agricoles à soutien communautaire (ASC). Ils se font également une règle d'acheter dans les commerces locaux et auprès d'autres agriculteurs. Sur le plan social, les bio-agriculteurs interviennent dans leurs collectivités en agissant bénévolement dans des projets communautaires, en participant à des clubs et organismes locaux, en appuyant les institutions et événements culturels communautaires, en siégeant à des tables rondes et comités et en s'engageant au sein des municipalités. Sur le plan environnemental, ils contribuent à l'essor de leurs collectivités en pratiquant une forme d'agriculture qui réduit le fardeau chimique sur les terres et les eaux environnantes et qui enrichit le sol. Au-delà des limites de la ferme, ils suivent des normes rigoureuses de gestion des déchets, soutiennent ou animent des groupes ou associations de défense de l'environnement, appuient activement les initiatives écologiques locales et interpellent les groupes et les politiciens locaux sur les questions environnementales.

Ces contributions sont cruciales pour la durabilité des collectivités rurales, même si bien souvent on ne les inclut pas dans le développement rural et si elles ne sont pas reconnues par les décideurs aux échelons local, provincial et national. Dans un domaine où le vide politique est presque total, on a marginalisé cette façon de cultiver la terre et de vivre, et on a passé leurs contributions sous silence. Il est temps que les pouvoirs publics reconnaissent le rôle bénéfique joué par les agriculteurs biologiques dans le développement rural et de faire la promotion des contributions « de petite taille à grande échelle » des bio-agriculteurs en faveur des collectivités rurales.

LES AGRICULTEURS BIOLOGIQUES ET LE DÉVELOPPEMENT RURAL

CONTEXTE

Les régions rurales connaissent depuis longtemps des difficultés amplifiées par les conséquences de la mondialisation (Sumner, 2005). Un grand nombre de ceux qui font la promotion du développement rural et cherchent à améliorer cette situation ne font, en fait, que l'aggraver à cause de l'approche adoptée en la matière. Confondant développement et croissance économique, ils finissent par favoriser une élite locale ou par nuire à l'environnement au lieu de favoriser la durabilité globale. Distinguer la croissance du développement nous permet de mieux comprendre une forme de progrès qui n'est pas axé sur la croissance mais sur le milieu.

Croissance versus développement

La croissance obligée

Au cours des cinquante dernières années, le développement a toujours été associé à la croissance économique. Apparentée au développement, la croissance est soutenue par des institutions comme la Banque mondiale, les gouvernements nationaux et locaux, et les chambres de commerce du monde entier. On fait fi des arguments avancés par les opposants à la croissance en les qualifiant d'ennemis du progrès effrayés par le changement.

Le sociologue Harvey Molotch s'est intéressé à cette croissance obligée ou impérative (1976) et a élaboré le concept de « machine à croissance » pour décrire la façon dont les collectivités peuvent servir à des élites pour faire passer la richesse publique sous contrôle privé. Ces élites s'allient pour former ce que Molotch appelle une coalition axée sur la croissance destinée à servir leurs intérêts économiques en promouvant une idéologie qui présente la croissance comme la clef du bonheur futur, du bien-être et du plein emploi.

À l'échelon de la collectivité, on prévient tout examen critique des incidences de la croissance économique par un barrage de promotion agressive et la marginalisation des adversaires de la croissance obligée. Les recherches de Molotch (1976) révèlent que, loin d'être garante d'un bonheur futur, de bien-être et de plein emploi, la croissance finit souvent par n'avantager qu'un petit nombre de résidents locaux.

Compte tenu de toutes les preuves accumulées, ce serait un euphémisme que de dire que dans bien des circonstances la croissance est une charge pour l'économie et la qualité de vie de la majorité des résidents locaux. Dans de telles circonstances, la croissance locale est un transfert de qualité de vie et de richesses de la population à un certain segment de l'élite (320).

Plus de vingt ans plus tard, Molotch (1999) ajoute que les coalitions axées sur la croissance sapent la capacité collective à résoudre les problèmes. Les chercheurs qui ont utilisé le modèle de machine à croissance conçu par Molotch ont également découvert qu'elle empêche la légitimation des solutions de remplacement (Bridger et Harp, 1990).

Les perspectives de développement

Les recherches poursuivies par Molotch montrent comment la croissance économique peut constituer un fardeau plutôt qu'un atout dans nombre de collectivités. C'est pour cette raison qu'il faut distinguer croissance et développement, afin de comprendre ce que peut véritablement signifier ce dernier. Herman E. Daly (1990, 1), un ancien économiste principal de la Banque mondiale, établit une distinction entre ces deux termes en rappelant que :

Croître a le sens de « augmenter naturellement en taille par l'adjonction, l'assimilation de matière ou l'accrétion. » *Se développer* signifie « grandir ou réaliser son potentiel » – soit amener progressivement à un état amélioré et plus complet. En bref, la croissance est un accroissement quantitatif sur le plan matériel, tandis que le développement est une amélioration qualitative ou le déploiement de capacités.

Vue sous cet angle, la croissance n'est pas synonyme de développement. Les recherches de Molotch démontrent clairement que même s'il y a eu croissance dans de nombreuses collectivités, le développement n'a pas suivi. À l'échelon individuel, il n'y a eu que peu ou pas du tout d'expansion ou de réalisation de capacités pour la plupart des gens. C'est tout le contraire qui s'est produit — une réduction ou la disparition des perspectives au fur et à mesure que leur qualité de vie et leurs richesses étaient érodées par les actions de la « machine à croissance ». À l'échelon de la collectivité, les ressources/richesses publiques comme l'eau, les espaces verts et la sécurité individuelle se sont dégradées ou ont été confiées au secteur privé. Somme toute, le bonheur, le bien-être et l'emploi ont diminué sous les effets de la croissance obligée. Selon Daly, un authentique développement rural serait bien différent du changement dicté par la croissance. Il correspondrait davantage à ce que décrit Deborah Eades (1997, 24) :

Le développement concerne des femmes et des hommes habilités à introduire des changements positifs dans leurs existences; il concerne la croissance individuelle dans un cadre de réalisations collectives; il porte sur le processus et l'aboutissement d'une remise en cause de la pauvreté, de l'oppression et de la discrimination; il passe par la réalisation du potentiel humain par le biais de la justice économique et sociale. Avant tout, il est lié à la transformation des vies individuelles et des sociétés.

Un tel développement se produit déjà en régions rurales grâce, entre autres, à l'essor de la culture biologique. Comment les agriculteurs biologiques contribuent-ils à cette forme de développement rural ?

LES AGRICULTEURS BIOLOGIQUES ET LE DÉVELOPPEMENT RURAL

L'étude consacrée aux agriculteurs biologiques du Sud-Ouest ontarien révèle une forme de développement rural qui n'est pas dicté par la croissance obligée. Les valeurs de ce type de développement rural sont illustrées par l'enseigne accrochée sur la grange d'une ferme laitière biologique : « Small is beautiful / Petit, c'est beau ». Ce concept est à l'opposé des exigences de l'heure en matière d'agriculture, soit « prendre de l'expansion ou disparaître ». Les politiques agricoles, en mettant l'accent sur cette croissance à tout prix, ont conduit des petits fermiers à abandonner des terres immédiatement incorporées à de larges exploitations industrielles. On constate les résultats prévisibles de ces politiques dans des régions comme le Dakota du Nord, « où on voit d'immenses étendues de terres agricoles en société dénuées de fermes ou de villages » (Qualman 2000, 3). Au Manitoba, Clayton Bailey (2002, 22) se demande où sont allés tous les habitants : « Les routes ont été labourées. Cela signifie que ce champ tout proche peut atteindre 4000 ha de superficie. » Bailey poursuit :

Je regarde un champ. Les denrées qui y seront récoltées n'appartiendront à personne qu'il me serait donné de rencontrer. Personne de cette municipalité, de cette province ou même de ce pays. Elles sont vendues à l'avance sur les marchés — le fantôme abstrait d'une multinationale possèdera ces cultures et toutes celles que j'ai longées en voiture (22).

Il ne faut guère d'imagination pour comprendre que cette forme industrialisée d'agriculture n'a rien à voir avec le développement rural, même si elle est conforme aux critères de la croissance obligée. Elle ne valorise pas le potentiel des résidents de la région et n'améliore pas le bien-être individuel et collectif — bien au contraire. Dans son étude exhaustive de 50 années de recherche sur l'agriculture industrielle, la sociologue rurale Linda Lobao (2000, 1) conclut que « globalement, tout indique que les inquiétudes du public quant aux conséquences néfastes pour la collectivité de l'agriculture industrielle sont fondées ».

L'agrobiologie, en revanche, possède la capacité d'améliorer le bien-être des résidents ruraux. Une étude récente sur les bio-agriculteurs révèle un éventail de formes de développement rural amorcées et soutenues par les agriculteurs biologiques. Pendant l'hiver 2003, on a sélectionné quarante et un bio-agriculteurs du Sud-Ouest de l'Ontario pour qu'ils participent chez eux à des entrevues informelles d'une à trois heures. Partant du principe que le développement rural n'est pas dicté par la croissance, les questions ont porté sur leurs activités quotidiennes à la ferme. Leurs réponses, associées aux entrevues menées auprès de plusieurs acteurs clés du mouvement bio et à l'observation de divers événements centrés sur l'agrobiologie, fournissent une riche base de données à partir desquelles on peut juger de leur préférence pour la croissance obligée ou les perspectives de développement. À l'opposé des impératifs actuels de croissance en agriculture, ces données prouvent clairement que les contributions à petite échelle des bio-agriculteurs peuvent soutenir les perspectives de développement des collectivités rurales.

LES CONTRIBUTIONS DES AGRICULTEURS BIOLOGIQUES AU DÉVELOPPEMENT RURAL

Les résultats de cette recherche montrent que les bio-agriculteurs contribuent de multiples façons au développement rural. Cet apport, sans être dicté par la croissance, peut jouer un rôle dans le bien-être collectif et individuel, et être catégorisé en contributions d'ordre économique, social et environnemental.

Contributions économiques

Les agriculteurs biologiques contribuent au développement économique rural tant en ce qui a trait à l'offre qu'à la demande. D'une part, ils se lancent dans nombre de petites entreprises commerciales. L'étude révèle que plus de la moitié d'entre eux (56 %) effectuent des ventes directes aux commerces locaux, tandis que près d'un quart des répondants procèdent à des ventes à la ferme ou dans des kiosques à produits agricoles (27 %), aux proches, aux amis et aux autres fermiers (26 %) ou animent un projet d'agriculture soutenue par la communauté (ASC) (21 %). De plus, 14 % vendent leurs produits dans des marchés fermiers.

D'autre part, presque tous les agriculteurs biologiques interrogés (93 %) s'efforcent d'acheter leurs fournitures agricoles et leurs articles ménagers aussi localement que possible. Ils se fournissent auprès des provenderies locales, font leurs courses dans les supermarchés et les magasins d'aliments naturels du coin et s'approvisionnent auprès des fournisseurs biologiques de la région. Non seulement assurent-ils ainsi leur propre stabilité financière, ils contribuent à celle de leurs collectivités rurales.

Contributions sociales

Sur le plan social, les contributions des bio-agriculteurs se divisent en quatre catégories : développement social, culturel, politique et humain.

1. Développement social

Les agriculteurs biologiques contribuent au développement social des régions rurales de bien des façons. Plus des trois quarts des exploitants agricoles interrogés (76 %) font du bénévolat dans leur communauté. Ils donnent un coup de main aux églises, aux écoles et aux organismes communautaires. Soixante-dix pour cent sont membres d'un club ou d'une association locale comme le Lion's Club, la chorale ou un groupe de femmes. Plus des deux tiers (69 %) d'entre eux rendent des services dans leur voisinage.

Les agriculteurs biologiques assurent également une importante fonction du développement communautaire — le réseautage. Non contents d'établir des réseaux d'agriculteurs, ils nouent des liens avec leurs collectivités par le biais de programmes ASC et de la vente à la ferme ou dans les marchés fermiers.

Les agriculteurs biologiques participent à la création du tissu social à plus d'un niveau, ce qui est essentiel à l'établissement de collectivités durables. Tout d'abord, ils établissent des liens de confiance entre eux grâce à l'entraide, la formation et les activités sociales. Ils nouent des liens d'entraide avec leur voisinage (prêt d'équipement, déneigement, soutien en cas de sinistres). Ils créent, en outre, un climat de confiance avec le public par le fait même de leur présence. Les consommateurs les recherchent pour leurs pratiques agricoles. Les clients réguliers à la ferme ne semblent pas se préoccuper de savoir si les bio-agriculteurs sont certifiés ou non – il leur suffit de connaître personnellement le fermier, d'observer son travail et de partager ses préoccupations pour l'environnement et la santé.

2. Développement culturel

Sur le plan culturel, les agriculteurs biologiques contribuent au développement rural en prenant part à la vie culturelle de leurs collectivités. Plus des trois quarts des agriculteurs biologiques interrogés appuient activement les activités et les organismes culturels locaux. Ils visitent les foires, vont aux spectacles et concerts d'écoliers, participent aux projets lancés par les églises et aident leurs voisins. Toutes ces activités cimentent la vie culturelle des collectivités rurales.

Les bio-agriculteurs contribuent également à préserver l'image des paysages ruraux. D'après Joan Iverson Nassauer (2002, 49), l'image que l'on a de la campagne est une métaphore visuelle de la vie humaine en harmonie avec la nature :

Vous connaissez l'image. Des cultures variées qui créent une courteline de couleurs. Du bétail dans un pâturage. Des boisés, des cours d'eau qui serpentent entre les champs. Des fermes soignées qui parsèment le paysage. Il y a du poisson dans les étangs, des oiseaux dans le ciel et des animaux sauvages dans les bois. L'air est pur. On voit une petite ville dans le lointain, avec son école, ses boutiques et ses églises. Peut-être ne vivez-vous pas dans ce paysage, mais vous aimez le traverser, et quand vous le faites, vous vous y arrêtez, discutez avec un fermier et achetez des produits qu'on ne trouve pas en ville.

On peut sans doute dire de cette image qu'elle est idyllique, mais elle a pourtant son importance. Pour Nassauer, elle sert « à rallier un appui populaire à des fins on ne peut plus sérieuses : santé de l'environnement, production agricole et qualité de vie (57) ». Ce n'est pas un hasard si la vision populaire de la campagne n'inclut pas les pulvérisateurs à pesticides, la banlieusardisation, les exploitations d'élevage intensif ou la présence de bactéries E. coli dans l'eau potable. Plutôt que de rejeter l'imagerie populaire sous prétexte qu'elle est truffée de mythes, on peut s'en servir pour s'interroger, favoriser des changements et encourager un lien plus étroit entre l'image et la réalité.

Les bio-agriculteurs contribuent au développement rural en comblant le fossé entre ces images et la réalité. Leurs fermes, souvent de petite taille, sont gérées en famille. Par leurs pratiques agricoles, ils s'efforcent de préserver la biodiversité, d'élever du bétail, de protéger les boisés, les cours d'eau, la faune et la flore sauvage, de maintenir les petites villes en vie et d'encourager le tourisme. Leur philosophie les amène à redonner vie à un

patrimoine rural agonisant et à le mettre de l'avant à titre de composante essentielle de la vie culturelle des régions rurales. Ils sont en soi des exemples vivants que l'image populaire de la campagne existe bel et bien.

3. Développement politique

Au plan politique, les bio-agriculteurs sont actifs de bien des façons dans leurs collectivités. Soixante-dix pour cent des répondants de l'étude prenaient part aux débats au sein de l'administration municipale sur des questions touchant la communauté comme l'agriculture, l'utilisation des sols, le démembrement, la construction des routes, l'élevage intensif, les écoles et la santé. De plus, 61 % avaient siégé à des tables rondes ou à des comités. Fait intéressant à noter : seulement 29 % d'entre eux avaient pris part à des élections municipales (autrement qu'en votant). Les agriculteurs biologiques œuvrent également dans des comités locaux d'élaboration de plans de gestion et interviennent dans les assemblées municipales pour promouvoir des règlements en faveur de l'environnement.

4. Développement humain

Les agriculteurs biologiques agissent également dans le domaine du développement humain. Ils sont souvent engagés dans des programmes d'apprentissage destinés à former les jeunes bio-agriculteurs. CRAFT (Collaborative Regional Alliance for Farmer Training) et WWOOF (World-Wide Orientation to Organic Farms) offrent des stages dans des exploitations biologiques. De plus, les agriculteurs biologiques s'impliquent dans des organismes comme la Ecological Farmers' Association of Ontario. Ces organismes parrainent des rencontres de cuisine, des séances informelles de formation et d'apprentissage ouvertes à tous ceux qui s'intéressent à l'agriculture biologique, et organisent des visites à la ferme qui permettent une prise de contact directe avec le domaine. Fonctionnant sur des modèles de démocratie locale, ces groupes donnent aux participants des occasions de s'exprimer, de participer, d'encadrer et de former.

Le mouvement de l'agriculture biologique dans son ensemble crée des espaces d'épanouissement des femmes des régions rurales. Elles détiennent des postes de direction dans les regroupements d'agrobiologie non seulement à l'échelle locale, mais également aux paliers provinciaux, nationaux et internationaux. C'est en 2001 que pour la première fois le recensement de l'agriculture de Statistique Canada abordait la question de l'agriculture bio. On a alors découvert que près du tiers des exploitants biologiques au Canada étaient des femmes.

Contributions sur le plan environnemental

Les bio-agriculteurs contribuent au développement rural de plusieurs façons. Par définition, ils n'utilisent pas de pesticides et de fertilisants synthétiques et réduisent ainsi le fardeau chimique des sols et des eaux. La protection de l'environnement est un facteur essentiel de leurs pratiques et ils ont pour principe d'améliorer les terres qu'ils acquièrent. C'est ainsi qu'ils défendent le bien-être collectif. Ils prennent soin du sol comme s'il s'agissait d'un être humain et ils l'enrichissent par des méthodes comme le compostage,

les cultures abris et la rotation des cultures. Un grand nombre d'agriculteurs biologiques se voient comme des « intendants » de la terre et ils favorisent la biodiversité en plantant des arbres, en éliminant les produits chimiques, en préservant les corridors animaliers et en évitant les monocultures.

Les fermiers de cette étude propageaient également leur éthique environnementale au-delà des limites de leur ferme. Presque tous les répondants suivaient des normes rigoureuses de gestion des déchets (100 %) et du sol (98 %), et appuyaient des groupes ou des associations écologiques ou y appartenaient (93 %). La plupart vendaient leurs produits localement (88 %) plutôt que d'ajouter des coûts d'expédition, soutenaient activement des projets écologiques locaux (79 %), et abordaient les questions environnementales au sein de groupes communautaires (69 %) et auprès de leurs représentants politiques (55 %).

Dans l'ensemble, les agriculteurs biologiques contribuent au développement rural de multiples façons. Sur les plans économiques, sociaux et environnementaux, ils s'engagent au niveau local par le biais de choix proactifs. Leurs contributions aident à bâtir le potentiel de développement de leurs communautés, pas celui des coalitions de la machine à croissance qui trop souvent affaiblissent ou détruisent le bien-être individuel et collectif.

CONCLUSION

« Petit, c'est beau » est un concept élaboré par E.E. Schumacher (1979). Dans son ouvrage éponyme, il remettait en question la croissance obligée et recommandait un mode de vie plus simple et à plus petite échelle. Helena Norberg-Hodge (2002, 63-64) défend la même vision lorsqu'elle dénonce la monoculture à l'échelle planétaire :

Les efforts pour contenir la fuite en avant de l'économie mondiale doivent être internationaux — il faut regrouper les mouvements sociaux et écologiques locaux du Nord et du Sud afin de faire pression pour que les gouvernements reprennent le pouvoir confisqué par les corporations. Mais les solutions à long terme aux problèmes sociaux et écologiques d'aujourd'hui exigeront également un éventail de petites initiatives locales aussi diversifiées que les cultures et les milieux où elles s'inscrivent. Promouvoir « la petite taille à grande échelle » suscitera une floraison de projets spécifiques implantés dans la collectivité — initiatives d'agriculture soutenue par la communauté (ASC), banques communautaires, devises locales, systèmes de troc, savoirs traditionnels redécouverts et bien plus encore. Ces étapes à petite échelle s'échelonnent à un rythme lent et elles exigent une compréhension poussée des contextes locaux. Mieux vaut par conséquent qu'elles soient conçues et mises en oeuvre par les résidents locaux. Avec le temps, ces initiatives encourageront inévitablement le retour de la diversité culturelle et biologique et la durabilité des milieux.

Les agriculteurs biologiques du Sud-Ouest de l'Ontario appliquent actuellement la suggestion de Norberg-Hodge en faveur de solutions à long terme en mettant de l'avant des projets de petite taille à grande échelle. Leurs initiatives enracinées incluent des projets d'ASC, l'ouverture de magasins de produits fermiers, la redécouverte de savoirs agricoles traditionnels, la mise sur pied de coopératives, le troc et une participation

énergique dans un mouvement social qui regroupe des hommes et des femmes, des urbains et des citoyens du Nord et du Sud.

Au Canada, toutefois, les initiatives en matière de développement rural des bio-agriculteurs naissent dans un vide politique sidéral. Dans l'ensemble, les politiques gouvernementales favorisent une agriculture industrielle à niveau élevé d'intrants axée sur l'exportation. Elles semblent viser depuis longtemps l'exode des agriculteurs et faciliter ainsi l'expansion d'immenses fermes constituées en sociétés (Epp, 2002). En ce qui concerne l'agrobiologie, les sociologues Alan Hall et Veronika Mogyorody (2002) décrivent la façon dont les gouvernements fédéral et de l'Ontario n'ont pratiquement rien fait avant la fin des années 1990. Tant le secteur de l'agro-industriel (particulièrement la puissante industrie agrochimique) que les pouvoirs publics ont marginalisé l'agriculture biologique. Le milieu agro-industriel, en particulier, s'est efforcé de rendre l'agrobiologie aussi invisible que possible. L'influence de l'industrie agrochimique et des autres lobbies de l'agriculture industrielle est si forte que les définitions « officielles » de l'agriculture durable n'incluent pas l'agriculture biologique. Même actuellement, les énoncés de politiques du gouvernement fédéral et les programmes de subventions restent axés sur le soutien à l'agriculture industrialisée plutôt que sur un virage salutaire vers la culture biologique. Hall et Mogyorody concluent que, du point de vue politique, c'est comme si l'agrobiologie n'existait pas.

Il est pourtant évident que l'agriculture industrielle fait très peu en matière de développement rural et qu'elle a plutôt des conséquences néfastes. Dans un ouvrage intitulé *The Fatal Harvest Reader: The Tragedy of Industrial Agriculture*, Debi Barker (2002, 250), directrice adjointe de l'International Forum on Globalization (IFG), énumère sept grands problèmes associés à l'agriculture industrielle :

1. Les circuits alimentaires autonomes locaux qui assurent l'alimentation et la subsistance de millions de personnes et un approvisionnement sain sont remplacés par un contrôle industriel, souvent étranger, sur les intrants agricoles, l'énergie, les récoltes, le cours des produits de base, la production alimentaire et la mise en marché des aliments.
2. La biodiversité – des microorganismes, des plantes, des insectes et des animaux — est remplacée par la monoculture.
3. La pollution causée par les pesticides et les fertilisants chimiques atteint un niveau planétaire, détruisant les sols, l'eau et l'air, et menaçant la vie humaine et la vie sauvage.
4. Le modèle de mondialisation axée sur l'importation/exportation exige un accroissement énorme des infrastructures de transport souvent construites aux dépens de la nature.
5. Le déplacement massif de produits agricoles nécessite une utilisation accrue de carburants et d'emballages et favorise l'invasion des espèces exotiques et la propagation des virus, des bactéries et des maladies.
6. Les collectivités locales sont privées de la maîtrise et de l'accès aux éléments essentiels à la vie — le patrimoine naturel — qui sont confiés aux grandes sociétés.
7. Les organismes et les plantes génétiquement modifiés accélèrent la destruction de la biodiversité et créent des menaces inconnues, potentiellement catastrophiques, sous la forme de biopollution.

Même si ce type d'agriculture favorise une croissance avantageuse pour les sociétés transnationales, elle ne contribue pas à un développement axé sur l'amélioration du bien-être individuel et collectif dans les régions rurales. Compte tenu des déficits de développement causés par l'agriculture industrielle, il est temps que les politiques gouvernementales reflètent les incidences positives pour le développement rural de l'agriculture biologique. Au lieu de soutenir un modèle industrialisé d'agriculture qui ébranle les collectivités sur le plan humain et écologique, les pouvoirs publics devraient prendre fait et cause pour la culture biologique à titre de moteur et d'outil du développement rural.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Bailey, Clayton. « Where Have All the People Gone? », *Guardian Weekly*, 27 juin–3 juillet 2002, p. 22.

Barker, Debi. « Globalization and Industrial Agriculture », *The Fatal Harvest Reader: The Tragedy of Industrial Agriculture*, Andrew Kimbrell (éd.), Island Press, Washington, 2002.

Bridger, Jeffrey C. et Aaron J. Harp. « Ideology and Growth Promotion », *Journal of Rural Studies*, vol. 6, n° 3, 1990, p. 269-277.

Daly, Herman E. « Toward Some Operational Principles of Sustainable Development », *Ecological Economics*, vol. 2, 1990, p. 1-6.

Eade, Deborah. *Capacity-Building: An Approach to People-Centred Development*. Oxfam, Oxford, 1997.

Epp, Roger. « The Rural as Polis: Towards a Tradition of Agrarian Political Thought », exposé présenté aux *Rural Studies of Canada: Critique and New Directions*, Université de Guelph, Ontario, Canada, 22-23 mars 2002.

Hall, Alan et Veronika Mogyorody. « The Marketing Practices of Ontario's Organic Farmers: Local or Global? », *Capitalism, Nature, Socialism*, vol. 13, n° 2, 2002, p. 3-34.

Lobao, Linda M. « Industrialized Farming and Its Relationship to Community Well-Being: Report Prepared for the State of South Dakota, Office of the Attorney General », témoignage expert devant le United States District Court, District of South Dakota, Central Division, 2000.

Molotch, Harvey. « Growth Machine Links: Up, Down and Across », *The Urban Growth Machine: Critical Perspectives, Two Decades Later*, Andrew E.G. Jonas et David Wilson (éd.), State University of New York Press, New York, 1999.

Molotch, Harvey. « The City as a Growth Machine: Toward a Political Economy of Place », *American Journal of Sociology*, vol. 82, n° 2, septembre 1976, p. 309-332.

Nassauer, Joan Iverson. « Agricultural Landscapes in Harmony with Nature », *The Fatal Harvest Reader: The Tragedy of Industrial Agriculture*, Andrew Kimbrell (éd.), Island Press, Washington, 2002.

Norberg-Hodge, Helena. « Global Monoculture: The Worldwide Destruction of Diversity », *The Fatal Harvest Reader: The Tragedy of Industrial Agriculture*, Andrew Kimbrell (éd.), Island Press, Washington, 2002.

Qualman, Darrin. « The Fight for the Family Farm », *Quarterly Review: Economic and*

Social Trends in Manitoba, Canadian Centre for Policy Alternatives, Winnipeg
Manitoba, hiver 2000.

Schumacher, E.E. *Small is Beautiful: A Study of Economics as if People Mattered*,
Abacus, Londres, 1979.

Sumner, Jennifer. *Sustainability and the Civil Commons: Rural Communities in the Age
of Globalization*. University of Toronto Press, Toronto, 2005.